

variations

Vincent de Coorebyter Professeur à l'ULB

# Un système à bout de souffle

Nos vieilles démocraties craquent de partout, les partis traditionnels sont désavoués, la contestation monte sous des formes multiples. En Autriche, un électeur sur deux en faveur d'un président d'extrême droite; en Belgique, des intentions de vote en hausse pour le PTB et le VB et une offensive syndicale de plusieurs mois; en France, le FN devenu premier parti, des blocages de raffineries et le phénomène Nuit debout; aux Etats-Unis, des sondages donnant Donald Trump vainqueur à l'élection présidentielle – et l'on pourrait multiplier les exemples.

Présenté de cette façon, le tableau choque car il met tous ces acteurs sur le même plan, alors qu'ils s'opposent parfois du tout au tout. Le FPÖ autrichien est un parti conservateur, libéral au plan économique et autoritaire en matière d'immigration, qui capitalise sur la peur de l'islam et l'arrivée de réfugiés, soit l'exact contraire du PTB ou de Nuit debout.

Il n'empêche: la contestation s'étend à un point tel qu'il faut bien se demander si elle n'a pas des racines partagées, en deçà de ce qui sépare ses protagonistes. Et à ce niveau d'analyse, deux causes paraissent incontestables: les dérives du capitalisme et l'échec de la démocratie.

Lorsque les ouvriers, comme c'est le cas en Autriche et en France, votent massivement à l'extrême droite; lorsque Donald Trump mobilise un électorat de petits Blancs habitant des Etats industriellement sinistrés, il faut se rendre à l'évidence: un même système économique conduit à des votes antagonistes, de droite dure ou de gauche radicale, parce qu'il engendre trop de dégâts et d'angoisses pour continuer à s'en remettre aux partis traditionnels, aux gestionnaires du système.

Bien sûr, le capitalisme continue à faire des gagnants et à offrir des opportunités. Mais pour beaucoup, en raison de la pression exercée par les actionnaires sur fond de concurrence mondiale et de remise en cause de l'Etat, le capitalisme est devenu synonyme de chômage endémique, de CDD ou de temps partiel, de baisse des petits salaires et de rémunération indécente des grands patrons, de flexibilité toujours

croissante, de souffrance au travail, de menace sur les pensions, de délocalisation ou de concurrence déloyale, de scandales fiscaux à répétition au profit des grandes entreprises et des plus aisés, d'insuffisance des minima sociaux pour cause de baisse des cotisations, d'explosion du coût du logement, de démenagement forcé engendrant des problèmes de mobilité, de démantèlement des services publics, et j'en passe. Sans parler d'effets induits dans d'autres domaines (réchauffement climatique, développement d'un capitalisme mafieux...) ni du carcan budgétaire imposé par l'Europe et qui plombe la reprise comme le soulignent même des économistes libéraux.

Quant à la démocratie, son échec est également relatif et partiel, mais il est durement ressenti par tous ceux qui souffrent ou qui ont peur de l'avenir: elle ne parvient plus à réguler le capitalisme, à répondre à des défis qui se sont

**La démocratie ne parvient plus à réguler le capitalisme, à répondre à des défis qui se sont mondialisés ni à rester crédible**

mondialisés ni, tout simplement, à rester crédible. Car la démocratie, c'est la promesse que les aspirations du peuple seront toujours suivies d'effets puisque les citoyens peuvent changer de dirigeants à chaque élection et qu'il suffit qu'une majorité se dégage pour qu'une réforme soit décidée et mise en œuvre. Sauf que, depuis plusieurs décennies, les politiques menées sont presque identiques, au plan économique et budgétaire, quels que soient les partis au pouvoir, et que les citoyens ne voient plus en quoi leur vote modifie le cours des choses. Ce qui révèle deux failles majeures de nos démocraties: d'abord, l'absence de pouvoir des électeurs sur

leurs représentants, ces derniers décidant en toute indépendance une fois qu'ils sont élus (aujourd'hui, l'ennemi de François Hollande n'est pas la finance mais les opposants à la loi Travail); ensuite, la suprématie de l'économie sur la politique, la plupart des partis ne voulant pas prendre le risque de cabrer les entreprises ou de perdre un point de croissance pour mieux encadrer le capitalisme.

Comme Alain Deneault, l'auteur de

*La médiocratie*, l'a expliqué dans ces colonnes, les citoyens sentent que le véritable radicalisme, aujourd'hui, réside au cœur du système, chez tous ceux, au niveau européen ou national, qui rêpent qu'un seul modèle est possible et que les partis peuvent tout au plus y apporter des inflexions mineures selon qu'ils sont sociaux-démocrates, conservateurs ou libéraux. Face à ce mur – un mur politique qui renforce le mur de l'argent, lequel n'est pas un slogan mais une réalité –, les syndicats multiplient les grèves et les manifestations pour empêcher les évolutions les plus choquantes à leurs yeux, mais sans avoir les moyens d'imposer une autre voie. D'autres cherchent des issues plus radicales, mais à l'intérieur du cadre politique institué: ils votent à la gauche des sociaux-démocrates ou à l'extrême droite dans l'espoir que des partis ou des personnes aux programmes plus

tranchés prendront des mesures nouvelles, sans que pour autant ces électeurs ne rêvent de communisme ou de fascisme. Quant aux plus optimistes et aux plus désenchantés à la fois, ils sont tentés de sortir du système et de concrétiser une nouvelle utopie, de modifier les rapports économiques et la vie démocratique à la base, en créant de nouveaux circuits de production et d'échange et de nouvelles formes de délibération, comme dans la galaxie des Indignés ou de Nuit debout.

Ce dernier mode de protestation est sans doute celui qui peut paraître, aujourd'hui, le plus naïf ou inoffensif, le moins révolutionnaire aussi: c'est un produit de l'époque, individualiste, égalitaire et pacifique, rétif au pouvoir et au leadership, donc incapable, a priori, de faire le poids face au système, qui a pour lui une extraordinaire force d'inertie et des organisations puissantes. Mais que des citoyens bien intégrés, issus des classes moyennes, préfèrent refonder la société en marge des règles économiques et politiques établies, inventer un nouveau paradigme en partant de zéro (un peu à la manière dont les coopératives, pour Proudhon, devaient supplanter le capitalisme en le concurrençant), en dit long sur la crise de notre modèle de civilisation, qui repose sur l'économie de marché et la démocratie représentative. ■